

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 06 SEPTEMBRE 2011

L'an deux mil onze, le six septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –

MM. MAISONNAS, GAUTHIER, TRACLET, MANIE, Adjoints

Mmes; DIDIER

MM. ABBOU, CAPLAT, COTE, DENIS, GRUMET, PRUDON, GUILLARD

Pouvoirs : M. BALOUZET (pouvoir à M. LOUSTALET)

Mme BORREL-JEANTAN (pouvoir à M. MANIE)

Secrétaire de séance : M. PRUDON

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

a) Centre Aquatique

Monsieur le Maire informe que le centre aquatique « L'Îlot » sera ouvert au public au début du mois de novembre prochain.

L'école de Thil bénéficiera de l'utilisation de cette structure au 2^{ème} trimestre de l'année scolaire selon l'organisation prévue en concertation entre l'école de Thil et la conseillère pédagogique selon les orientations définies par l'Education nationale.

Les charges relatives à l'accès au stade nautique seront assumées par le budget communal, le coût lié au transport scolaire sera financé par le biais du Sou des Ecoles.

b) Terrain d'honneur de football de la commune de St Maurice de Beynost

Monsieur le Maire introduit la délibération relative au transfert de charge de la commune de St. Maurice de Beynost au profit de la Communauté de communes : ce transfert de charges est motivé par le fait que la Communauté de communes assumera les coûts d'entretien du nouveau terrain synthétique réalisé par la Communauté de communes en lieu et place de la commune de St. Maurice de Beynost qui les prenaient en charge jusqu'à présent.

.../...

Il rappelle que le dit terrain a fait l'objet d'un transfert de compétences vers la Communauté de communes. Il rappelle que le processus d'évaluation du transfert de charges depuis le début de l'année s'est déroulé dans le cadre de la CLECT (Commission locale d'évaluation des charges transférées), cette commission ayant fixé son montant annuel à 25 000 euros.

Monsieur Guillard demande si dans les années à venir, le montant sera réévalué. Mr le Maire répond que cette somme (25.000 €) résulte d'une négociation et n'est pas sujette à modification car la réévaluation n'est pas prévue par les textes en vigueur.

Monsieur Guillard se dit réservé pour cette raison. Mr Manié dit partager l'avis de Mr Guillard.

DELIBERATION 11/06/01 : MONTANT DES CHARGES TRANSFEREES SUITE AU TRANSFERT DE COMPETENCES A LA CCMP DU TERRAIN D'HONNEUR DE FOOTBALL DE LA COMMUNE DE ST MAURICE DE BEYNOST)

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération du 24 février 2011, le Conseil communautaire a déclaré avoir pour volonté de réaliser en lieu et place du terrain d'honneur du forum des sports de St Maurice de Beynost, un second terrain synthétique permettant notamment la centralisation des activités du club intercommunal Ain Sud Foot.

Bien que la commune de Thil se soit prononcée contre ce transfert, les conditions de majorité qualifiée requises par le CGCT ayant été réunies, Monsieur le Préfet de l'Ain a, par arrêté en date du 30 juin 2011 déclaré d'intérêt communautaire cet équipement sportif.

Ce transfert, étant effectué sur la base de l'article L 5211-7 du CGCT, l'évaluation de la charge transférée a été effectuée conformément à l'article 1609 nonies C du CGI. Cette charge viendra en déduction de l'attribution de compensation versée à la commune de St Maurice de Beynost, de sorte à permettre à la communauté de communes d'assumer ces charges nouvelles.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 14 février 2011 puis le 20 juin 2011, a fixé à 25 000 € le montant des charges annuelles à transférer de la commune de St Maurice de Beynost au bénéfice de la Communauté de communes.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

Par 7 voix Pour, 0 voix Contre et 8 abstentions,

Donne un avis favorable sur le rapport de la CLECT et sur le montant de 25.000 € de charges transférées,

Par 5 voix Pour, 5 voix Contre et 5 abstentions,

La voix du Maire étant prépondérance conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Mr le Maire s'étant prononcé Pour :

Approuve le montant de 25.000 € du transfert de charge annuel de la commune de St Maurice de Beynost au bénéfice de la Communauté de communes.

c) **DELIBERATION 11/06/02 : MARCHE DE TRANSPORTS SCOLAIRES AU CENTRE AQUATIQUE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que le Centre Aquatique de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau sera ouvert à la fréquentation des scolaires à compter du début du mois de novembre 2011.

.../...

Les frais de transport des scolaires de l'école communale au centre aquatique étant à la charge des communes, la Communauté de Communes organise un marché sous forme d'un groupement de commande de sorte à pouvoir bénéficier des meilleurs prix possibles pour le transport des scolaires au Centre aquatique communautaire.

Afin d'être opérationnel pour le début du mois de novembre 2011, date d'ouverture prévisionnelle du Centre aquatique aux scolaires, il convient d'engager l'achat public au plus tard le 15 septembre 2011 pour l'année scolaire 2011-2012.

A la suite, la commune devra conclure un marché avec le titulaire du marché.

La présente délibération vise à autoriser par Monsieur le Maire la signature du marché avec l'entreprise qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

- autorise Monsieur le Maire à signer le marché relatif au transport scolaire au Centre Aquatique pour l'année scolaire 2011-2012 pour un montant maximal de 1 200 euros TTC.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

3. DISSOLUTION DU CORPS DU CPI-NI DE THIL

Monsieur le Maire rappelle que l'activité du CPI-NI de Thil a été suspendue le 31 décembre dernier pour une durée de 6 mois, cette suspension d'activité a été prolongée au 31 août 2011.

Il informe que les propositions qui lui ont été faites tout en étant cohérentes d'un point de vue projet d'organisation n'ont pas permis de rassembler un nombre de pompiers volontaires suffisant pour répondre aux préconisations du Règlement opérationnel départemental. Monsieur le Maire recommande donc, à regret, au Conseil municipal de proposer à Monsieur le Préfet la fermeture du CPI-NI de Thil.

Mr Abbou demande si cette décision est définitive. Mr le Maire répond que rien n'est jamais définitif mais qu'une relance d'un CPI est un acte important notamment au regard de la sécurité des personnes et des biens, ce qui rend nécessaire l'existence d'un effectif suffisamment important pour assurer les astreintes et le support de première intervention dans l'attente des moyens du CIS de Miribel.

Mr Prudon demande ce que vont devenir les pompiers rattachés au CPI-NI de Thil. Mr le Maire répond qu'un courrier leur sera prochainement adressé les informant qu'ils ont toute latitude pour intégrer un autre CPI.

Mme Didier souhaite connaître le devenir du matériel de la caserne. Mr Maisonnas précise qu'un inventaire a été effectué et que le matériel sera revendu à tel ou tel CPI qui en aura besoin.

Mr Manié précise qu'il conviendrait d'attendre avant de revendre le matériel et les véhicules au cas où le CPI-NI rouvrirait.

Mr Prudon demande si les pompiers de Miribel vont venir sur Thil pour des recrutements de jeunes Thilois et être présents pour certaines manœuvres. Mr le Maire précise que le plan de sauvegarde sera soumis aux instances concernées et notamment au CIS de Miribel. Le plan communal de sauvegarde est un appel aux habitants de Thil pour prendre leur sécurité en main.

Mr le Maire remercie Mr B. (présent dans la salle) pour son implication pour le maintien des conditions de sauvegarde des personnes et des biens notamment en cas de neige sur la commune.

.../...

Mr Grumet pense que le CPI-NI ne se reconstituera pas et qu'un véhicule de secours ne se rachète pas aisément. Il demande si le rattachement de Thil au Centre de Secours de Miribel couvre l'intégralité du territoire de la commune. Mr le Maire répond que oui, y compris la RD 61 a et b.

Mr Maisonnas précise qu'à ce jour, 80 personnes sont inscrites au système d'alerte (y compris les Thilois figurant sur l'annuaire). Il encourage d'autres inscriptions.

DELIBERATION 11/06/03 : AVIS CONCERNANT LA DISSOLUTION DU CORPS DU CPI-NI DE THIL

Monsieur le Maire rappelle qu'à la suite de la démission du Chef de Corps du CPI – NI de Thil ayant pris effet le 31 décembre 2010, il est apparu que le Corps des sapeurs pompiers de Thil n'était plus à même de satisfaire à ses obligations tant au regard des exigences minimales dans lequel il s'inscrit au niveau départemental qu'au regard de celles de la commune en matière d'intervention de premier secours et de représentation aux commémorations.

Cette situation avait conduit Monsieur le Préfet à suspendre de l'activité du CPI – NI de THIL pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} janvier 2011 par l'arrêté n° 1622/2010 du 10 décembre 2010.

La période de 6 mois devant être mise à profit pour permettre la réorganisation du CPI –NI sur la base d'un projet et d'une organisation et d'un effectif de SPV conforme aux préconisations du Règlement Opérationnel départemental et des attentes de la commune.

Au 30 juin 2011, un délai complémentaire de 2 mois a été accordé pour permettre la finalisation de la dite organisation.

Malgré les efforts déployés et le délai complémentaire de deux mois qui a été accordé, il n'a pas été possible de mobiliser un effectif de sapeurs pompiers volontaires répondant au pré requis quantitatif des préconisations du Règlement Opérationnel Départemental.

Dans ce contexte, il est apparu hasardeux de fonder le bon fonctionnement du CPI – NI sur une équipe à l'effectif restreint, ceci malgré les indéniables compétences et qualités humaines des personnes qui ont répondu favorablement au projet qui leur avait été soumis.

Pour ce qui concerne le périmètre des responsabilités qui incombent à la commune, les moyens et les mesures ont été pris et continueront à l'être pour assurer la protection de nos administrés, ceci en conformité avec les dispositions de la Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile. A ce titre :

- un dispositif d'alerte basé sur les nouvelles technologies de l'information est, d'ores et déjà, opérationnel,
- un Plan Communal de Sauvegarde sera formalisé au plus tard pour la fin de l'année 2011,
- au cours l'année 2012, une Réserve Communale de Sécurité Civile sera installée.

Le Conseil,

Vu, l'article R 1424-37 du Code général des Collectivités Locales,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré :

- Approuve la proposition de Monsieur le Maire de demande de dissolution du CPI-NI adressée à Monsieur le Préfet de l'Ain,
- Demande à ce que la commune de THIL soit défendue par le centre d'incendie et de secours de Miribel,
- Approuve les dispositions envisagées par la commune pour la sauvegarde des personnes et des biens,

.../...

- Mandate Monsieur le Maire pour entreprendre toute démarche nécessaire à cette fin auprès de Monsieur Le Directeur du SDIS et de Monsieur le Préfet,

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstentions</i>	<i>3</i>

4. DELIBERATION 11/06/04 : GENDARMERIE DE MIRIBEL – CONCLUSION D’UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE

En 1986, et dans le cadre de la construction de la gendarmerie de Miribel, la ville de Miribel a signé un bail emphytéotique avec le SIVOM qui, lui-même a signé une convention financière avec les villes de MIRIBEL, NEYRON et THIL.

Il existait dans cette convention une répartition des charges et recettes entre les villes concernées, définie comme suit :

- MIRIBEL : 90,30 %
- NEYRON : 6,72 %
- THIL : 2,98 %

Bien que seule propriétaire, puisque l’ouvrage était situé uniquement sur son domaine, la Ville de MIRIBEL avait clairement entendu partager les charges et les recettes, les risques et les fruits, avec les deux autres villes, dans les proportions convenues, qui correspondaient aux investissements réalisés par chacune d’elles.

Le SICOMIP a succédé ensuite au SIVOM.

Puis, lors de la création de la Communauté de Communes de MIRIBEL et de la dissolution du SICOMIP, la caserne de Gendarmerie a été transférée en pleine propriété à la Ville de MIRIBEL, qui n’avait pas transféré la compétence liée à l’équipement existant à la Communauté de Communes, sans que la convention conclue postérieurement pour gérer les remboursements d’emprunt et la gestion afférente à la Gendarmerie ne prenne en compte cet élément fondamental.

L’Arrêté préfectoral relatif à la création de la Communauté de Communes s’est d’ailleurs contenté d’entériner les éléments financiers préexistants.

C’est dans ces conditions que la volonté de sortir de la convention exprimée par la ville de THIL a mis en exergue la difficulté, née du fait qu’il n’existerait pas de fondement au paiement à cette dernière de la somme correspondant au pourcentage qui est le sien dans la convention, et qui était pourtant voulu par les parties.

En effet, bien qu’ayant contribué au risque financier pendant toute la convention et réalisé des investissements à hauteur de 2,98 %, la ville de THIL n’aurait droit à aucune indemnité de sortie de la convention, dans la mesure où l’ouvrage est situé entièrement sur le domaine de la ville de MIRIBEL. Il en irait de même de la ville de NEYRON.

C’est dans ses conditions qu’il a pu être constaté que la commune intention des parties avait été viciée par la rédaction du contrat initial, qu’il était dès lors probable que l’erreur, au sens de vice du consentement, pourrait être retenue en cas de saisine d’un juge, et que la convention initiale pourrait faire l’objet d’une annulation.

.../...

Au surplus, il est constant que les villes de THIL et NEYRON ont contribué au financement de l'ouvrage et ont assumé un risque financier pendant l'exécution de la convention. Tandis que la ville de MIRIBEL, qui a certes assumé un risque financier beaucoup plus important, récolte aujourd'hui en totalité les fruits de l'ensemble des investissements réalisés.

De fait, pour prévenir un éventuel différend qui pourrait survenir entre les parties, et pour honorer un équilibre financier qui a bien été souhaité, les villes n'ont pour autre alternative que le recours à une transaction amiable.

Le service des Domaines, saisi aux fins d'estimer la valeur de l'ouvrage construit en commun, a estimé que celui-ci valait la somme de 1.800.000 €. Ce qui correspond, en fonction des pourcentages respectifs visés dans la convention et non-contestés, aux sommes de 120.960 € pour la ville de NEYRON et de 53.640 € pour celle de THIL.

Par conséquent, constatant le risque majeur de nullité de la convention initiale ainsi que l'enrichissement de la Ville de MIRIBEL au détriment de celles de THIL et de NEYRON, au titre de l'enrichissement sans cause, il est convenu que la Ville de MIRIBEL versera à la ville de NEYRON une indemnité correspondant au pourcentage, visé dans la convention et qui correspond aux investissements réalisés, appliqué au montant retenu par le service des Domaines pour l'ouvrage, soit 120.960 € TTC (cent vingt mille neuf cent soixante euros) ; et il est convenu que la Ville de MIRIBEL versera à la ville de THIL, une indemnité correspondant au pourcentage, visé dans la convention et qui correspond aux investissements réalisés, appliqué au montant retenu par le service des Domaines pour l'ouvrage, soit 53.640 € TTC (cinquante trois mille six cent quarante euros).

Le présent processus transactionnel est régi par les articles 2044 et suivants du Code civil.

Ce procédé repose sur une concession mutuelle et procède d'un esprit de coopération afin d'éviter de recourir à la voie contraignante et onéreuse de résolution contentieuse du différend. Conformément aux textes qui régissent ce type de transaction, en terme de concessions réciproques des parties, les villes de THIL et NEYRON, renoncent quant à elles à engager toute action contentieuse de quelque nature que ce soit, et notamment indemnitaire, ayant un lien avec la convention objet du litige.

Le texte de la transaction est annexé à la présente délibération.

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Maire,

APPROUVE la signature, entre les villes de MIRIBEL, NEYRON et THIL, de la convention transactionnelle annexée à la présente délibération ;

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'application des dispositions prévues par cette même convention.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

5. FINANCES

Monsieur Maisonnas expose la Décision Modificative n° 1 relative au financement du rack à vélos installé au city stade d'un montant de 225,00 euros.

.../...

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D.2148-142 City Stade		225,00 €
D.2152-117 Matériel Voirie	225,00 €	
TOTAL D.21 : immobilisations corporelles	225,00 €	225,00 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. DELIBERATION 11/06/05 : DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA REALISATION DES ETUDES PREALABLES A LA CREATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire explique au Conseil que suite à la délibération n° 11/01/01 relative à la programmation d'un réseau d'assainissement sur la commune, il convient de procéder aux études préalables relatives au zonage d'assainissement et au programme de travaux.

Le montant de ces études est de l'ordre de 11.711,50 € H.T.

Mr le Maire explique que des aides financières concernant ces études peuvent être sollicitées.

Le Conseil,

Après avoir délibéré,

- approuve le projet de réalisation des études préalables au zonage et au programme de travaux d'un réseau d'assainissement collectif d'un montant global de 11.711,50 € H.T. soit 14.006,95 € T.T.C.
- décide de demander une subvention au Conseil Général de l'Ain, à l'Agence de l'Eau et aux autres partenaires financiers potentiels pour la réalisation de ces travaux,
- sollicite l'autorisation de commencer les travaux par anticipation.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe assainissement 2011.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr Grumet demande quel sera le montant des subventions. Mr le Maire répond qu'il sera de l'ordre de 30 % des dépenses.

7. DELIBERATION 11/06/06 : AIDE DE L'AGENCE DE L'EAU

Monsieur le Maire explique que les travaux en assainissement et en eau potable peuvent bénéficier d'aide de l'Agence de l'Eau selon les modalités d'intervention de son 9ème programme (2007-2012).

.../...

Aussi, afin de percevoir les subventions qui pourraient être octroyées par l'Agence de l'Eau, il convient d'autoriser, pour la durée du 9ème programme, le Département à percevoir ces aides qui nous les reversera par la suite.

Le Conseil,
Après avoir délibéré,

- autorise le Département à percevoir pour le compte de la commune, les subventions attribuées par l'Agence de l'Eau dans le cadre du 9ème programme (2007-2012) et à les reverser ensuite à la collectivité.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

8. DELIBERATION 11/06/07 : MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ZONE 1NAi

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que la commune étudie un projet de lotissement de 29 logements sur la zone 1NAi.

Cette opération de construction a mis en lumière la nécessité pour la commune de se doter à moyen terme d'un réseau d'assainissement collectif et d'engager rapidement la première phase de réalisation de cet équipement.

Précisément, la première tranche de l'assainissement collectif de Thil consiste à mettre en place une station à filtre plantée de roseaux qui ne traitera que les eaux du secteur d'assiette du lotissement, en attente de l'assainissement collectif global du village.

Pour cela, la commune doit conclure un marché avec un maître d'œuvre pour la conception, l'aide au choix d'une entreprise de travaux, la direction de l'exécution, la réception des travaux et le suivi de garantie de la station d'épuration et du raccordement des habitations du dit lotissement, les crédits nécessaires ayant été affectés au Budget Annexe Assainissement.

Le montant prévisionnel de l'opération permettant d'organiser un marché selon les dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics (procédure adaptée avec négociation), une consultation d'entreprises a été organisée à cette fin.

La présente délibération vise à autoriser par Monsieur le Maire la signature du marché de maîtrise d'œuvre avec l'entreprise qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le Conseil,

Ouï les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

- autorise Monsieur le Maire à signer le marché relatif à la Maîtrise d'œuvre de la réalisation de la station d'épuration et du raccordement des habitations à créer sur la zone 1NAi pour un montant maximal de 18 000 Euros TTC.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

.../...

9. DELIBERATION 11/06/08 : DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIF A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA ZONE 1NAI

Monsieur le Maire explique au Conseil que dans le cadre de l'opération d'aménagement de la zone 1 NAI, la commune mettra en œuvre un programme de travaux consistant à la réalisation d'une station d'épuration et du raccordement des logements sous la conduite d'un Maître d'œuvre.

L'ensemble de l'opération sera financé dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial à conclure avec la société European Homes.

Le montant estimatif des études de Maîtrise d'œuvre est de l'ordre de 11.940,00 € H.T. soit 14.280,24 € T.T.C.

Mr le Maire explique que des aides financières concernant ces études peuvent être sollicitées.

Le Conseil,

Après avoir délibéré,

- approuve l'engagement de prestations de Maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation d'une station d'épuration et du raccordement des logements sur la zone 1 NAI pour un montant estimatif de 11.940,00 € H.T. soit 14.280,24 € T.T.C.
- décide de demander une subvention au Conseil Général de l'Ain, à l'Agence de l'Eau et aux autres partenaires financiers potentiels pour la réalisation de ces travaux,
- sollicite l'autorisation de commencer les prestations par anticipation.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe assainissement 2011.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

10. DELIBERATION 11/06/09 : RAPPORT SUR LE PRIX, LA QUALITE ET LE SERVICE (RPQS)

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Rapport de la SDEI sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2010, notamment les faits marquants 2010, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Le Conseil,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré :

- Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2010.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

11. PERSONNEL COMMUNAL

Mr Guillard présente la modification du tableau des emplois, après accord du CTP pour le poste à la Garderie périscolaire.

.../...

DELIBERATION 11/06/10 : TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS DE LA COLLECTIVITE

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

- **accepte** les propositions du Maire,
- **fixe** le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1er octobre 2011.
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Secrétaire de Mairie
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Entretien des locaux*)
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 2 Adjoints Techniques 1^{ère} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Administratif 2^{ème} Classe
- . 1 Adjoint Administratif Principal 1^{ère} Classe
- . 1 Rédacteur

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (*Bâtiments communaux : 33h15 annualisées à 28h00 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Garde Champêtre Principal Territorial (*6h00 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*31h40 annualisées à 25h30 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*36h45 annualisées à 29h50 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 17h00 annualisées à 13h05 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 08h00 annualisées à 6h05 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Garderie périscolaire : 15h20 annualisées à 11 h 55 par semaine*)
- . 1 Adjoint Administratif (*28h00 par semaine*)

Pour	14
Contre	0
Abstention	1

12. DELIBERATION 11/06/11 : AFFECTATION D'UNE ANNEXE A LA MAISON COMMUNE

Monsieur le Maire rappelle que l'instruction générale relative à l'état civil du 11 mai 1999 stipule dans son article 393 que, si en raison de travaux à entreprendre sur les bâtiments de la mairie, aucune salle ne peut être utilisée pour les mariages, il appartient au Conseil Municipal autorité compétente pour statuer sur l'implantation de la mairie, de prendre, après en avoir référé au Parquet, une délibération disposant que le local extérieur qui paraît propre à suppléer l'habituelle salle des mariages rendue indisponible recevra l'affectation d'une annexe de la maison commune et que les mariages pourront y être célébrés.

.../...

Il informe que le Parquet, en réponse au courrier du 02 août 2011 demandant autorisation pour célébrer les mariages dans la salle des fêtes de la commune, n'a aucune opposition à formuler.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à affecter comme annexe de la maison commune, la salle polyvalente durant la durée des travaux sur les bâtiments de la mairie.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

13. QUESTIONS DIVERSES

Espace Boisé classé

Mr Grumet informe que durant l'été, une parcelle sise au Mas Durand (intersection du petit chemin en bas du lotissement) devait être proposée à la vente. Il demande où en est la procédure.

Mr Manié répond qu'il ne sait pas si le terrain a été vendu. Une demande de préemption a été faite par la SAFER. Il rappelle que c'est un bois classé, et non un simple terrain comme indiqué par le cadastre. Par conséquent, la SAFER ne peut préempter.

Mr Grumet rappelle la dangerosité de la vente à un particulier et propose l'acquisition de ladite parcelle par la commune. Le Conseil Municipal n'est pas favorable à l'achat de ce tènement car classé en espace boisé et donc non exploitable.

Mr Grumet rappelle que cette parcelle est en zone inondable et demande si l'acquéreur a le droit d'y installer une caravane. Mr Manié répond dans la négative.

Incident au Stade

Mr Grumet fait part à l'assemblée de l'article paru dans le journal La Côtère concernant le tir de plomb au stade dans la nuit du 22 au 23 août dernier. Il se dit choqué par la rédaction de cet article. Il a contacté le journal La Côtère afin de demander qu'un erratum soit rédigé.

Mr le Maire précise que l'auteur de l'article voulait relater les faits. Il informe que les auteurs des faits n'habitent pas la commune. Un droit de réponse a été demandé au Journal de La Côtère, il devrait paraître dans l'édition de la semaine en cours.

Epicerie Vival

Mr Grumet demande combien de temps l'épicerie restera fermée. Mr Maisonnas répond que ce commerce est fermé pour une durée de trois semaines, liées aux congés annuels de l'épicier.

Fête de Thil

Mr le Maire remercie Festhil'ité et les bénévoles qui ont pris part à l'organisation de la fête de Thil. Mme Gauthier précise que 320 repas ont été servis (un peu moins que l'année dernière).

Etude du soir

Mr Manié demande à ce que le règlement de l'étude du soir soit appliqué, c'est-à-dire que les parents viennent chercher leur(s) enfant(s) directement à l'école et non en les attendant sur le parking. Il demande que l'information passe mieux afin que l'agent communal ne soit pas contraint d'accompagner les enfants jusqu'aux véhicules des parents.

.../...

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Mme F. demande si, pendant la période de canicule, une opération a été menée auprès des personnes âgées de la commune. Mr le Maire répond que dans le dernier numéro des Brèves, les Thilois avaient été alertés sur le sens de solidarité. Mr Maisonnas précise que la commune de Beynost avait réservé des salles adaptées aux fortes chaleurs pour recevoir aussi les personnes âgées de Thil. Mr le Maire informe que peu de remontées sont faites en Mairie sur les personnes âgées isolées ou en difficulté. Mr Manié rappelle que pour le 14 juillet dernier, un effort a été fait pour leur offrir le repas et aller les chercher à leur domicile.

Mr B. souhaite apporter des précisions sur le tènement vendu au Mas Durand (bois classé). Il précise qu'il a été vendu pour la somme de 30.000 €. L'acheteur pense pouvoir construire un jour sur cette parcelle.

D'autre part, Mr B. demande si, concernant la zone INAi, c'est un projet de la commune. Mr le Maire précise que le marché de maîtrise d'œuvre se rapporte à l'assainissement sous le couvert de la Mairie, mais la réalisation de la STEP est liée au PUP donc à la charge de l'aménageur.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 22 h 30.